

## 4 International

## «La guerre a provoqué une profonde rupture

**RUSSIE** Le journaliste britannique Owen Matthews, qui a passé plus de vingt-cinq ans dans le pays, est venu parler du conflit en cours à la Société de lecture de Genève. Pour lui, la partition de l'Ukraine est actée

PROPOS RECUEILLIS  
PAR STÉPHANE BUSSARD  
X @StephaneBussard

Journaliste britannique, Owen Matthews a débarqué un jour d'août 1991 à Leningrad. Il a travaillé pour *Moscow Times* avant d'être le correspondant de l'hebdomadaire américain *Newsweek* à Moscou où il a vécu plus de vingt-cinq ans. *Le Temps* l'a rencontré peu avant son intervention lundi à la Société de lecture de Genève, où il est venu parler de son dernier livre, «Overreach. The Inside Story of Putin's War Against Ukraine» («Ambition excessive. L'histoire intérieure de la guerre de Poutine contre l'Ukraine»).

**Volodymyr Zelensky a présenté de nouveau son «plan de paix» en dix points aux autorités suisses à Berne lundi. Que pensez-vous de l'initiative du président ukrainien?** Ce plan ne veut rien dire du tout. Pourquoi? Parce qu'il n'aborde pas la partition de l'Ukraine, qui a déjà eu lieu et qui est une réalité de facto et non de jure. Le président russe, Vladimir Poutine, ne va pas ordonner le retrait des troupes russes. La conquête du Donbass a eu lieu en 2014. J'étais en Ukraine récemment. Les gens de cette région ne

### «Un arrangement pourrait avoir lieu dans le cadre d'un cessez-le-feu»

veulent plus appartenir à l'Ukraine. En Crimée, la vaste majorité de la population ne veut pas être ukrainienne, elle veut être indépendante, voire russe. Le narratif ukrainien selon lequel il faut reconquérir les terres perdues ne tient pas. Dans le Donbass, une telle reconquête serait perçue non pas comme une guerre de libération, mais comme une guerre de conquête. Prenez l'ex-Yougoslavie: est-ce qu'on a essayé après coup de recréer le statu quo ante en 1995? Non, on a acté la partition à Dayton. En Ukraine, ce serait la

recette pour provoquer une guerre civile. Il est clair qu'acter une telle partition n'est pas une chose facile. Cela n'interviendra pas dans le cadre d'un accord entre Kiev et Moscou. Ce serait un suicide politique pour Volodymyr Zelensky. Mais un arrangement pourrait avoir lieu dans le cadre d'un cessez-le-feu.

**Les Russes seraient-ils disposés à négocier un cessez-le-feu?** Si l'on en croit le *New York Times*, depuis le 23 décembre dernier, le Kremlin a mené des efforts diplomatiques en coulisse avec l'administration de Joe Biden afin de discuter d'un possible cessez-le-feu. Ces efforts ont été mal perçus en Ukraine où l'on a cru, à tort, que l'Amérique les abandonnait.

**Vous avez longtemps vécu en Russie. Pour vous, la guerre en Ukraine a fondamentalement changé la donne au sein de la société russe...** Avant la guerre, la répression politique, le contrôle des médias, un certain patriotisme promu par Vladimir Poutine existaient déjà. Mais l'invasion de l'Ukraine a provoqué une quadruple rupture du contrat social russe. A commencer par celui passé avec l'opposition. Ce que les gens ne réalisent pas, c'est que contrairement à l'URSS où toute dissidence était réprimée, le régime Poutine a toléré une certaine forme de dissidence. Pendant un certain temps, vous n'alliez pas forcément en prison pour de tels actes. Cela a, il est vrai, changé avec Alexei Navalny, qui a été empoisonné puis envoyé en prison. Même jusqu'en 2022, il y avait une forme de presse indépendante d'opposition qui, étrangement, restait active. Mais avec le début de la guerre, cette liberté s'est effondrée.

Le contrat social avec les oligarques a aussi été rompu. Même s'il avait fait campagne contre eux, Vladimir Poutine avait accepté l'émergence de cette classe de riches. Peu importe qu'ils volent autant qu'ils le peuvent, qu'ils possèdent autant de palais et de yachts qu'ils le souhaitent et qu'ils placent leur argent à l'étranger

en indiquant que la Suisse était «parfaitement en ligne» avec l'Ukraine depuis vendredi dernier.

«Nous avons fait le choix de ne pas attendre, a expliqué le conseiller fédéral lors d'un point de presse au Forum économique mondial. Nous, ici, pouvons nous permettre d'attendre, bien au chaud. Mais sur le front, chaque jour, des dizaines de personnes meurent. Je ne peux pas regarder mes interlocuteurs dans les yeux en leur disant de patienter. Alors oui, il n'y a pas de garantie de succès, tout n'est pas idéal, mais nous agissons.» Ignazio Cassis a balayé les critiques portant sur un non-respect de la neutralité. «Cela n'a rien de contraire à notre tradition des bons offices.» Tout juste a-t-il concédé que cela bousculait quelques certitudes. «En Suisse, nous avons l'habitude de faire quelque chose quand nous sommes plus ou moins sûrs d'atteindre l'objectif. Là, ce n'est pas cela. C'est autre chose.»

#### Le Conseil fédéral était au courant

Le chef du DFAE justifie cette prise de risque par sa lecture du monde acquise au contact du Conseil de sécurité de l'ONU dont la Suisse est membre pendant deux ans. «Il serait illusoire d'attendre qu'il



Owen Matthews lors de son passage à Genève. (15 JANVIER 2024/REBECCA BOWRING/SOCIÉTÉ DE LECTURE)

INTERVIEW

du moment qu'ils montraient une allégeance politique totale au Kremlin. Ce n'est plus le cas. Les sanctions contre le régime Poutine imposées par l'Occident ont provoqué une fracture gigantesque et affecté personnellement les oligarques.

Troisièmement, le régime entretenait une certaine tolérance vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'élite russes. A la racine de la société russe, il y a le *ponyatiye*, une acceptation qu'il n'y a pas véritablement de règles imposées par la loi, mais une compréhension du système. Dans l'ancien monde de Poutine, on comprenait qu'il fallait toujours rester dans le domaine de l'acceptable. Mais dans son nouveau monde,

tout est flou. Il n'y a pas de règles claires. Avec la guerre, cette catégorie de la population ne sait plus à quel saint se vouer.

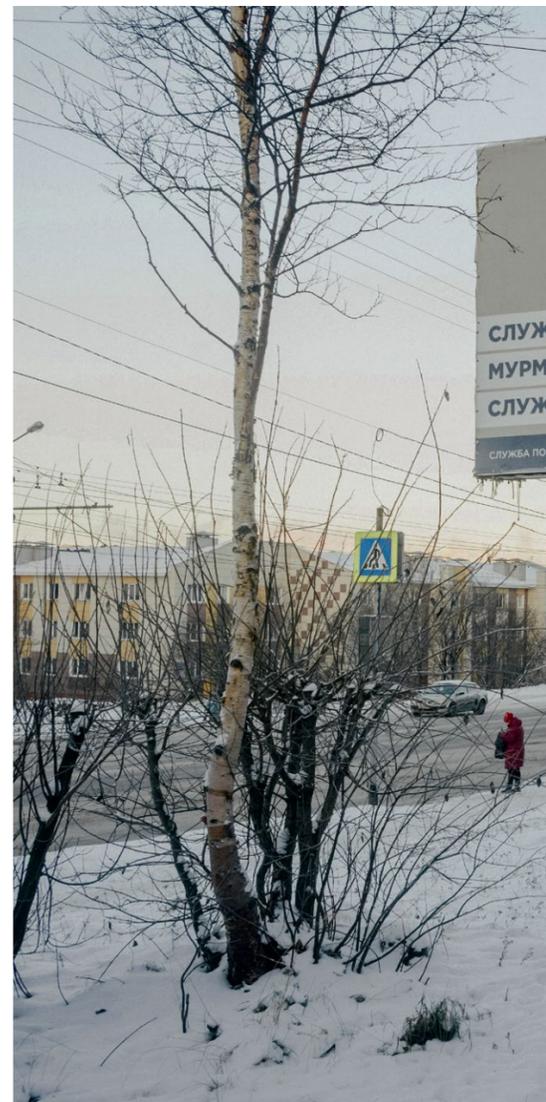
Enfin, le dernier contrat rompu, pour ainsi dire, c'est celui qui existait entre le peuple, patriote, et les élites moins patriotes. On le voit avec Le Pen en France ou le Brexit au Royaume-Uni, le peuple tend à être plus patriote que les élites métropolitaines. Cette fracture crée des tensions, les uns n'hésitant pas à qualifier les autres de «traîtres» pour ne pas soutenir la guerre.

**Pour vous, le conflit a peu à voir avec l'Ukraine, mais beaucoup avec Vladimir Poutine.** Oui, il a commencé au Kremlin et y finira. Tout cela se

résume à l'illusion et à la paranoïa de Poutine. C'est l'obsession poutinienne de la sécurité face à une éventuelle expansion occidentale, et non un relent d'impérialisme, qui a été l'un des moteurs de l'agression russe en Ukraine. Il suffit d'analyser la période 2020-2022. En deux ans, la Russie est passée d'une volonté de conclure un accord avec Volodymyr Zelensky sur le statut du Donbass à une attitude visant à décrire son gouvernement comme une bande de fascistes menaçant la Russie et les peuples russophones. La stratégie de Poutine avait toujours été d'exercer une influence en Ukraine pour saper son aspiration à adhérer à l'UE ou à l'OTAN. Il s'agissait de semer le trouble dans le pays

pour mieux le contrôler. Cette stratégie a échoué. Tout a commencé à changer au début du covid.

**Zelensky a contribué à ce changement...** Quand il arrive à la présidence en 2019, en tant que candidat pour la paix et russophone, il est prêt à parler aux Russes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il obtient 73% des votes. Il essaie même d'organiser un vote dans le Donbass, mais un soulèvement nationaliste majeur à Kiev l'en empêche. Volodymyr Zelensky, on tend à l'oublier, était le candidat du compromis contrairement à son prédécesseur Petro Porochenko, un ultranationaliste intransigeant qui ne voulait rien avoir affaire avec la Russie. C'est d'ailleurs sous sa



Une affiche de recrutement de l'armée russe proclame «Servez dans la

## Sommet mondial pour la paix: «Tout n'est pas idéal, mais nous agissons»

**DAVOS** Ignazio Cassis constate que le Conseil de sécurité de l'ONU est inopérant pour régler les conflits. Il est ainsi justifié que la Suisse prenne l'initiative, aux côtés de l'Ukraine, pour organiser une conférence de paix internationale

FRÉDÉRIC KOLLER  
ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE  
X @frederickoller X @BoeglinP

Au terme de la conférence de presse, lundi à Berne, de Viola Amherd et Volodymyr Zelensky annonçant l'organisation d'un «sommet global pour la paix», on pouvait se demander si la présidente de la Confédération ne s'était pas, sous la pression de son hôte, engagée un peu vite dans un projet dont la Suisse n'a pas la maîtrise. Ce sommet n'est-il pas une façon de «suissiser» un processus ukrainien loin de faire l'unanimité? Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) s'était montré plus prudent la veille, à Davos, au terme d'une dernière rencontre codirigée avec Kiev sur une «solution de paix» ayant réuni les représentants à la sécurité de 83 Etats. Le chef du département, Ignazio Cassis, a coupé court à ces spéculations mercredi

en indiquant que la Suisse était «parfaitement en ligne» avec l'Ukraine depuis vendredi dernier.

«Nous avons fait le choix de ne pas attendre, a expliqué le conseiller fédéral lors d'un point de presse au Forum économique mondial. Nous, ici, pouvons nous permettre d'attendre, bien au chaud. Mais sur le front, chaque jour, des dizaines de personnes meurent. Je ne peux pas regarder mes interlocuteurs dans les yeux en leur disant de patienter. Alors oui, il n'y a pas de garantie de succès, tout n'est pas idéal, mais nous agissons.» Ignazio Cassis a balayé les critiques portant sur un non-respect de la neutralité. «Cela n'a rien de contraire à notre tradition des bons offices.» Tout juste a-t-il concédé que cela bousculait quelques certitudes. «En Suisse, nous avons l'habitude de faire quelque chose quand nous sommes plus ou moins sûrs d'atteindre l'objectif. Là, ce n'est pas cela. C'est autre chose.»

#### Le Conseil fédéral était au courant

Le chef du DFAE justifie cette prise de risque par sa lecture du monde acquise au contact du Conseil de sécurité de l'ONU dont la Suisse est membre pendant deux ans. «Il serait illusoire d'attendre qu'il

résolve le problème de l'Ukraine, souligne-t-il. Cela ne fonctionne pas. Quelle est dès lors l'alternative?» Selon des fonctionnaires fédéraux, Viola Amherd a peut-être donné un coup d'accélérateur avec son feu vert à une demande formulée par le président ukrainien une première fois en juin dernier lors de son intervention

### «Cela n'a rien de contraire à notre tradition des bons offices»

IGNAZIO CASSIS, CHEF DU DFAE

par visioconférence devant le parlement. Mais les trois ministres ayant rencontré Volodymyr Zelensky (Viola Amherd, Ignazio Cassis et Beat Jans) s'étaient coordonnés au préalable. Différents initiés rapportent que les sept conseillers fédéraux étaient au courant depuis des semaines que l'option d'un sommet de paix en Suisse se trouvait sur la table. Dans des départements conser-

vateurs, on relève que ce dossier «est de la compétence du DFAE». Une façon de minimiser le sommet et le fait que l'ensemble du gouvernement en répond d'une manière ou d'une autre?

Au DFAE, les services chargés des préparatifs tournent à plein régime depuis lundi. Le principal sera d'être crédible, souligne un initié. Et pour cela, il faudra que la Russie soit proche des discussions, à défaut d'être représentée autour de la table. D'où la nécessité de convaincre le «Sud global», et au premier rang la Chine, l'Inde et le Brésil, de participer. Ignazio Cassis se rend dans moins de trois semaines dans les deux premiers Etats. Il mettra en outre le cap sur New York et le Conseil de sécurité la semaine prochaine pour sonder les autres pays. Ignazio Cassis rappelle par ailleurs que Berne garde des contacts hebdomadaires avec la Russie, par son ambassadeur à Moscou, et que la Suisse représente toujours ses intérêts en Géorgie.

#### Quelle base de discussion?

Si une conférence de paix à proprement parler est impensable sans la Russie, indique le chef du DFAE, des étapes sont envisageables sans elle. Il évoque des réu-

nions de chefs d'Etat sur le modèle de la Conférence de Lugano sur la reconstruction de l'Ukraine lancée par la Suisse en 2022 et reprise ailleurs depuis. «Quand suffisamment d'Etats seront disposés à participer, nous serons prêts. Cela peut s'organiser en peu de temps.» Aucun calendrier n'est avancé, ni lieu de réunion. A ce stade, c'est le processus, ou la «dynamique» de discussion, qui compte plus que le but. A noter qu'on parle d'un «sommet global pour la paix» et non d'un sommet sur la paix en Ukraine. «Le but premier est de soutenir l'Ukraine. Mais ce processus est né aussi dans l'idée de régler d'autres conflits», poursuit Ignazio Cassis. La notion de *best practice* intéresse les pays africains ou asiatiques.

Sur quel plan de paix les discussions se baseront-elles? «Il serait inadéquat de ne débattre qu'en se fondant sur la formule ukrainienne, que les Russes rejettent en bloc», constate un connaisseur de la diplomatie. Les Suisses devront donc se demander s'ils soumettent un texte propre aux participants de la future conférence, en ajustant les propositions de Kiev. Il s'agit d'une des tâches de l'appareil diplomatique suisse. ■

# du contrat social»



région de Mourmansk. Servez la Russie». (MOURMANSK, 30 OCTOBRE 2023/NANNA HEITMANN/MAGNUM PHOTOS)

gouverne qu'a été inscrite l'aspiration de Kiev à rejoindre l'UE et l'OTAN dans la Constitution. Ce qu'on oublie aussi, c'est qu'aussi tard que le 19 avril 2022, près de deux mois après le début de l'invasion et quelques jours après s'être rendu à Boutcha [lieu d'un vaste massacre, ndlr], le président ukrainien déclarait à Associated Press qu'il n'avait pas le droit de ne pas faire la paix.

**Dans votre livre, vous parlez d'un personnage que vous connaissez bien, Zakhar Prilepine, l'un des romanciers les plus importants et controversés de Russie. Que dit-il au sujet de la Russie d'aujourd'hui? C'est quelqu'un que j'ai beaucoup respecté et que je respecte encore en tant qu'écrivain. Mais nos visions politiques du monde sont aux antipodes. Zakhar Prilepine était déjà un nationaliste passionné dans les années 1990. Bien éduqué, ayant grandi à Nijni Novgorod, il s'engage rapidement dans les forces paramilitaires, va en Tchétchénie en tant qu'officier en 1999-2000. C'est là qu'il commence à écrire des romans. A ce moment-là, il est nationaliste mais s'oppose à Poutine. Il édite même l'édition de Nijni Novgorod du quotidien *Novaïa Gazeta*. A partir de 2014 et l'annexion de la Crimée, le Kremlin se rapproche des thèses de Prilepine dans la lignée de l'idéologue Alexandre Douguine. Aujourd'hui, Prilepine est un vrai fasciste qui défend la notion du sol et du sang et croit en la vertu purificatrice de la guerre.**

**Pour vous, la raison pour laquelle Poutine a envahi l'Ukraine reste un mystère... On a souvent peint Poutine comme un stratège hors pair. Pour moi, c'est un joueur qui a de la chance. Il a joué en Géorgie: les enjeux n'étant pas majeurs, il a pu atteindre ses objectifs et l'OTAN a laissé faire. Pour la Crimée, les enjeux étaient plus**

importants, mais la Russie a pu s'en emparer sans tirer de coups de feu. Et puis il y a Angela Merkel. En 2014, la chancelière allemande avait déclaré qu'il ne fallait pas tolérer l'annexion de la Crimée. Or en 2015, l'Allemagne signait un accord à plusieurs milliards avec Gazprom pour importer du gaz russe. Il était dès lors normal que Poutine pense qu'une invasion de l'Ukraine ne susciterait aucune réaction de l'Occident. Il nourrissait la même illusion que Hitler quand ce dernier a lancé l'opération Barbarossa pensant que l'URSS allait s'effondrer dès l'arrivée des troupes allemandes. Le FSB (successeur du KGB) avait d'ailleurs confié à un général la tâche de créer le Département de

## «Le conflit a commencé au Kremlin et y finira»

l'information opérationnel pour mener des opérations d'influence à l'étranger proche de la Russie. Grâce à ce travail, Poutine et le FSB sont convaincus qu'en corrompant l'élite ukrainienne celle-ci va retourner sa veste rapidement. Dans le sud de l'Ukraine, cela a marché. Nombre d'administrations ont cédé. Ce qui me fait dire que si les forces russes s'étaient concentrées sur le sud, l'invasion aurait pris une tout autre tournure. Mais elles ont fait l'erreur de s'en prendre également à Kiev. Poutine s'est aussi trompé en pensant que l'Allemagne, très dépendante du gaz russe, n'allait jamais se détourner de la Russie.

**Y a-t-il une chance de mettre fin à la guerre? Elle se trouve dans une impasse. Est-ce qu'on est encore prêt à mourir pour rien sachant**

qu'on est dans une guerre de position qui s'éternise? A mon avis, la Russie n'a pas la volonté ni la capacité de s'emparer de davantage de territoires en Ukraine. Elle a déjà énormément investi dans cette guerre. A Kiev, on n'est pas dupe non plus. Nombre de personnalités se rendent compte qu'une reconquête des territoires perdus est illusoire. Mais on ne peut pas le dire comme cela au risque de provoquer une insurrection ultranationaliste. Le narratif est de raconter qu'il faut vaincre l'armée russe, mais sans devoir reprendre de territoires... C'est aussi important pour l'Occident, qui perdrait la face en cas de victoire de Poutine. L'Ukraine ne va pas battre la Russie dont l'économie est dix fois plus grande et qui possède l'arme nucléaire.

**Vous avez été à Boutcha. En quoi les scènes que vous y avez vues risquent-elles de compliquer la quête de compromis entre Moscou et Kiev? Je me suis rendu 13 fois en Tchétchénie entre 1999 et 2000. J'y ai vu l'incroyable brutalité des forces russes, mais aussi leur totale indisciplinabilité. C'est une armée composée de sauvages, de gens qui sont la lie de la société russe. Pour les Ukrainiens, Boutcha a été un vrai traumatisme à l'image des attaques du Hamas le 7 octobre dernier en Israël. La haine envers les Russes est considérable. Ce n'est pas étonnant que la guerre continue et qu'il n'y ait pour l'heure aucun compromis possible. Mais à un certain moment, il faudra se demander à quoi cela sert de mourir pour des gens qui ont déjà été tués; il faudra penser à l'avenir. Une guerre qui s'éternise, c'est la victoire de Poutine. Je pense que pour Kiev il est temps de couper le Donbass et la Crimée comme on le ferait des membres gangrenés d'un corps. C'est douloureux, mais l'Ukraine sera ensuite plus unie et plus à même de se rapprocher de l'UE. ■**

## MAIS ENCORE

### Rachida Dati confirme sa candidature à la Mairie de Paris

Tout juste nommée ministre, Rachida Dati a confirmé hier qu'elle serait candidate aux élections municipales de 2026 à Paris, dont le complexe mode de scrutin s'apprête à être réformé. «Mon objectif, c'est Paris», a lancé la ministre de la Culture, avant de confirmer qu'elle serait bien candidate: «Bien sûr, je l'ai toujours dit». Ce n'est effectivement pas une surprise: depuis sa première campagne municipale en 2020, à l'issue de laquelle elle avait réussi à redonner une dynamique à la droite sans pouvoir empêcher la socialiste Anne Hidalgo d'être élue, la maire du VIII<sup>e</sup> arrondissement ne faisait pas mystère d'une nouvelle candidature. (AFP)

# Macron veut des «good jobs bien payés»

**LEADERSHIP** Le président français est venu devant le parterre mondial à Davos pour vendre son pays aux investisseurs et se poser en dirigeant européen

MADELEINE VON HOLZEN, DAVOS  
X @MvonHolzen



## «Nous allons tout faire pour essayer de tenir le monde ensemble»

EMMANUEL MACRON, PRÉSIDENT FRANÇAIS

A la France, mardi soir, Emmanuel Macron a parlé du besoin de réformes. Il fait face à un parlement qui lui complique la vie sur ses projets de lois, une extrême droite qui monte en puissance et surfe sur les enjeux sécuritaires et identitaires, une toute nouvelle ministre de l'Éducation qui a créé une levée de boucliers dès ses premiers mots dans cette fonction.

A Davos, hier, il est venu participer «à la conversation mondiale» et présenter le résultat de ses réussites six ans après sa première visite dans la station grisonne, au Forum économique mondial (WEF). Autre public, qu'il s'agit de séduire. Là, dans plusieurs cercles tout au long de la journée, la France dont le président de la République a parlé fonctionne, est la plus attractive d'Europe, a mené ses réformes, propose d'incroyables talents, produit l'énergie la plus propre et la moins chère du continent et atteint ses objectifs. Cette France marquera 2024, ses Jeux olympiques, son sommet de la francophonie et l'anniversaire du débarquement. Ce sera une année française, a-t-il répété dans la lignée de ses vœux du 31 décembre.

Emmanuel Macron, en posture de réformateur, veut donc poursuivre son travail, créer des «good jobs bien payés», développer de nouveaux secteurs d'activité (dans la tech, l'intelligence artificielle, le quantique et la défense, notamment) et investir. Accompagné de 20 chefs d'entreprise et de présidents de région, il a rappelé, comme s'il était devant un jury mondial, les années au service de la réindustrialisation et pour rendre l'Hexagone séduisant pour les investisseurs étrangers. «Aidez-nous à donner de l'espoir aux classes moyennes», a-t-il lancé à la salle, estimant que l'emploi est aussi la responsabilité des entreprises.

### Appel à créer des «eurobonds»

Mais c'est surtout en leader européen que le président français s'est positionné, rappelant les succès lors du covid et du soutien à l'Ukraine, profitant peut-être aussi de la faiblesse actuelle de l'Allemagne. Il a appelé l'Europe à émettre de la dette commune sous forme d'eurobonds, comme lors de la pandémie, justement, pour investir dans des «priorités d'avenir». L'épargne ne circule pas, estime-t-il. Le député macroniste des Français

de Suisse, Marc Ferracci, nous l'explique ainsi: «La référence aux eurobonds est une manière d'occuper le terrain en perspective des européennes, il y aura des visions antagonistes entre ceux qui veulent faire de l'Europe un outil de protection et d'investissement en commun d'un côté, et de l'autre ceux qui veulent défaire l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui.»

Sur le plan géopolitique, il veut «recréer du consensus», ne pas céder aux risques de division, face à la Russie notamment «qui ne doit pas gagner» et «quoi qu'il arrive aux Etats-Unis». Insistant néanmoins sur la fragmentation planétaire qu'il faut combattre et les risques liés à la désinformation. «Nous allons tout faire pour essayer de tenir le monde ensemble.»

### «Soyez des optimistes lucides»

«L'Europe doit aussi contribuer à apaiser la situation au Proche-Orient, à garantir une assistance humanitaire et à œuvrer pour une solution à deux Etats», a-t-il ajouté. A elle de travailler sa souveraineté pour réduire sa dépendance à la Chine et aux Etats-Unis. Elle est «le projet de ne pas être dépendant des grandes puissances». Et doit être efficace.

Il faut aligner ses agendas, se méfier de trop réguler si elle n'investit pas assez, implorant avant de quitter la scène les participants à être «des optimistes lucides». A son image puisque, dit-il, il commence l'année dans un état d'esprit «lucide et ambitieux». Le parterre de participants, dans la salle à Davos, applaudit. Selon le programme annoncé, le président devait enchaîner avec la soirée de «Business France», la structure de promotion de l'économie française, sous le titre «Make it iconic». Ou en bon français: «Marquer les esprits, choisir la France». ■

# Rares heurts entre police et manifestants en Russie

**CONTESTATION** Les échauffourées ont éclaté hier dans une petite ville de l'Oural après la condamnation d'un opposant régional critique de l'assaut en Ukraine, un événement exceptionnel dans un contexte de répression tous azimuts

AFP

Le Comité d'enquête de Russie a fait état de blessés après ces heurts, dont des policiers, et annoncé l'ouverture d'une enquête pour organisation d'«émeutes de masse» et violences contre la police, des crimes passibles de lourdes peines de prison.

Les manifestants à Baïmak, dans la république du Bachkortostan, ont été dispersés avec du gaz lacrymogène tandis qu'une vingtaine de personnes ont été arrêtées, selon l'ONG spécialisée OVD-Info, une organisation classée «agent de l'étranger» par l'Etat russe. Quelque 6000 personnes protestaient devant le tribunal où était jugé le militant Faïl Alsynov, a rapporté cette organisation. Dans des vidéos relayées sur les réseaux sociaux, on pouvait voir une foule de personnes chaudement vêtues jeter des boules de neige par -20°C sur des policiers munis de boucliers, et d'autres scandant: «Honte!»

Les protestataires encourent désormais jusqu'à 15 ans de prison si l'accusation de participation à une «émeute» est retenue. Selon OVD-Info, «des dizaines de personnes ont été blessées» et l'accès à l'internet mobile est «presque» totalement coupé sur place.

### «Pas notre guerre»

Les précédents mouvements d'ampleur dans la rue remontaient à l'automne 2022, au moment de la campagne de mobilisation de centaines de milliers de réservistes, des civils donc, pour renforcer les rangs de l'armée engagée en Ukraine.

Faïl Alsynov, un militant de 37 ans qui lutte notamment contre l'exploitation des ressources énergétiques au Bachkortostan, s'était déjà vu infliger une amende l'an dernier pour avoir critiqué la campagne de mobilisation de l'armée russe. Il l'avait qualifiée de «génocide du peuple bachkir», affirmant que l'offensive de Moscou en Ukraine n'était «pas notre guerre».

Mercredi, une affaire distincte lui a valu une condamnation à 4 ans de prison pour «incitation à la haine». C'est ce jugement, rendu à huis clos, qui a conduit des milliers de ses partisans à manifester devant le tribunal. ■